



# Livre blanc



## L'opinion des citoyens européens ruraux sur la démocratie et la désinformation



Funded by  
the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the National Agency and Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.



*Ce manuscrit a été écrit et imprimé en mars 2024 dans le cadre du projet Rural Citizen Lab 4 EU, subventionné par l'Union européenne.*





# Sommaire

<b>Sommaire.....</b>	<b>1</b>
<b>Contexte.....</b>	<b>2</b>
<b>Le programme “Citoyens, égalité, droits et valeurs”.....</b>	<b>4</b>
<b>Organisations impliquées.....</b>	<b>5</b>
Foyer rural CEPAGE (France).....	5
DRPDNM (Slovénie).....	5
CICIA (Roumanie).....	6
ADEGUA (Espagne).....	6
Maison de l’Europe de Montpellier (France).....	7
<b>Le projet.....</b>	<b>7</b>
<b>Chronologie.....</b>	<b>9</b>
<b>Résultats des tables rondes.....</b>	<b>11</b>
Constats.....	11
Démocratie.....	11
Désinformation.....	14
Idées.....	16
Démocratie.....	17
Désinformation.....	18
<b>Diffusion.....</b>	<b>20</b>
<b>Ressources et annexes.....</b>	<b>21</b>
Bibliographie.....	21
Liens utiles.....	21





## Contexte

La désinformation existe depuis des siècles, mais la pandémie de COVID-19 a entraîné une forte augmentation de sa propagation. Selon l'institut Reuters, entre janvier et mars 2020, le nombre d'informations anglophones demandant l'intervention d'un vérificateur de faits a augmenté de 900%<sup>1</sup>. Cette exposition à de fausses informations a eu un impact réel et mesurable sur la santé des citoyens européens. Par exemple, selon un rapport de la Commission européenne sur la désinformation concernant la COVID-19<sup>2</sup>, "le centre antipoisons belge a enregistré une augmentation de 15 % du nombre d'incidents liés à l'ingestion d'eau de Javel" lors de la pandémie. Cette situation a même mis en avant un nouveau terme, "Infodémie", défini par l'OMS comme "une surabondance d'informations, certaines exactes, d'autres non, qui rend difficile la recherche de sources d'information et de conseils fiables"<sup>3</sup>. De plus, malgré des réglementations obligeant les plateformes de réseaux sociaux à supprimer tout contenu de désinformation, réglementations renforcées par le code de bonnes pratiques contre la désinformation de 2022 adopté par l'ensemble des sites majeurs, ces derniers ont encore beaucoup de difficultés à réagir avec rapidité et efficacité face à la diffusion de fausses informations. Aujourd'hui, la lutte contre la désinformation est un des objectifs principaux de l'Union européenne. Un rapport de 2021 estime que le phénomène est "sous surveillance, mais pas sous contrôle"<sup>4</sup>. Un grand nombre de citoyens y reste donc encore quotidiennement exposé.

Cette explosion de la désinformation met en péril la démocratie européenne. Les fake news peuvent impacter durablement les électeurs, jusqu'à influencer leurs décisions dans les urnes. Ce fut le cas par exemple avec le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. De plus, la démocratie européenne faisait déjà face à une crise majeure, avec la remise en question du système de démocratie représentative. Selon un rapport de la Commission européenne, cette

---

<sup>1</sup> "Types, sources, and claims of the COVID-19 misinformation", Reuters Institute, 2020

<sup>2</sup> "Lutter contre la désinformation concernant la COVID-19", Commission européenne [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/coronavirus-response/fighting-disinformation/tackling-coronavirus-disinformation\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/coronavirus-response/fighting-disinformation/tackling-coronavirus-disinformation_fr)

<sup>3</sup> "Disinformation on the coronavirus – short assessment of the information environment", Rapport de l'EEAS, 2020

<sup>4</sup> "La désinformation concernant l'UE: un phénomène sous surveillance mais pas sous contrôle", Cour des comptes européenne, *Rapport spécial 09/2021*





crise se ressent encore plus dans les zones rurales<sup>5</sup>. Dans ce document, on apprend que les citoyens des zones rurales ont beaucoup plus de chances de voter pour un parti anti-européen. De même, le déclin économique entraîne une augmentation du vote anti-UE dans les zones rurales, contrairement aux autres zones. Ces résultats se vérifient dans les territoires ruraux au cœur du projet Rural Citizen Lab 4 EU. En effet, à Puget Théniers, en France, 37,61% des voix exprimées en 2019 lors des élections européennes sont allées à un parti anti-européen. Si l'on analyse l'abstention, elle atteint des niveaux extrêmes en Slovénie, avec un taux d'abstention de 72,01% en 2019. En Roumanie, on note par ailleurs que seuls 25% des jeunes ont participé aux dernières élections européennes. À Baena, en Espagne, même si les électeurs se sont moins abstenus que sur le plan national avec un taux de 34,02% contre 39,27% sur le plan national, ce chiffre reste haut.

La scission entre les zones urbaines et rurales est importante. Une étude de 2022 appelée "Rural Urban Divide in Europe" (RUDE), permet de quantifier cet écart. Par exemple, grâce à des questionnaires distribués dans plusieurs pays européens, nous savons que 72% des habitants de zones rurales françaises interrogés estiment que les élites les méprisent, contre seulement 39% des habitants de zone urbaine<sup>6</sup>. De même, 82% des ruraux français interrogés estiment qu'il y a trop de députés issus des autres zones qui ne représentent pas les intérêts des habitants de leurs zones. Ce n'est l'opinion que de 36% des habitants des zones urbaines interrogés<sup>7</sup>. La crise de la COVID-19 a accentué cette scission, en faisant émerger de nouvelles pratiques, comme le télétravail ou la téléconsultation médicale, moins accessible aux habitants des zones rurales.

Les zones rurales sont pourtant un pilier de l'Union européenne. Elles représentent 83% du territoire de l'UE, accueillent 30% de la population européenne, et sont au cœur de la politique agricole nous permettant de nous nourrir<sup>8</sup>. Le Parlement européen a déclaré être conscient du mécontentement

---

<sup>5</sup> "The urban-rural divide in anti-EU vote: Social, demographic and economic factors affecting the vote for parties opposed to European integration", Commission européenne, 2020

<sup>6</sup> "Rural Urban Divide Europe", Norface Network, 2022

<sup>7</sup> Ibidem

<sup>8</sup> "RAPPORT sur une vision à long terme pour les zones rurales de l'Union européenne – Vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040", Parlement européen, 2022





grandissant des citoyens ruraux, qui ne se sentent ni écoutés ni aidés dans leurs problématiques<sup>9</sup>. Le développement de ces territoires est donc une priorité pour les institutions européennes, tant au niveau économique qu'au niveau social et citoyen.

## Le programme “Citoyens, égalité, droits et valeurs”

Le programme européen “Citoyens, égalité, droits et valeurs” a pour objectif de protéger et promouvoir les droits et les valeurs consacrés par les traités de l'UE et la charte des droits fondamentaux. Il a été créé en 2021 pour une durée de 7 ans.

Il repose sur 4 piliers :

- Égalité, droits et égalité des genres : promouvoir les droits et les initiatives de lutte contre les discriminations, y compris de genre, ainsi qu'intégrer les questions d'égalité des sexes et de discrimination ;
- Engagement et participation des citoyens : promouvoir l'engagement et la participation active des citoyens à la vie démocratique de l'Union européenne et sensibiliser à l'histoire européenne ;
- Daphné : lutter contre les violences, et notamment les violences sexistes et contre les enfants ;
- Valeurs de l'Union : protéger et promouvoir les valeurs de l'Union européenne, comme la démocratie, la liberté et l'unité.

Le programme CERV offre ainsi des opportunités de financement non négligeables pour des organisations de la société civile au niveau local, régional, national et transnational afin de soutenir des sociétés démocratiques, inclusives et égalitaires et promouvoir une vision européenne auprès de la société civile.

Ce projet est subventionné par le programme CERV dans le cadre du volet “Engagement et participation des citoyens”.

---

<sup>9</sup> Ibidem





## Organisations impliquées

Pour mener à bien le projet, cinq organisations de quatre pays européens différents se sont associées.

### Foyer rural CEPAGE (France)

Le Foyer rural CEPAGE est une association créée en 1987 à Puget Théniers avec l'ambition d'offrir de nouveaux services aux habitants et ainsi de contribuer au développement de notre territoire rural. C.E.P.A.G.E est un acronyme : C pour Culture, E pour Économie, P pour Patrimoine, A pour animation, G.E. pour groupe d'étude, ce qui confère à la structure un large champ d'activité, chacune de ces thématiques se faisant levier de développement. Aujourd'hui, le CEPAGE se focalise sur 3 axes : un pôle services publics comprenant France Services et un centre social, un pôle Europe et un pôle Formation. L'engagement européen du CEPAGE n'est pas nouveau puisque dès 1995 il est labellisé « Carrefour rural européen Femme », puis devient par la suite Europe direct jusqu'en 2021. Parce que l'Europe est un puissant levier d'innovation, le CEPAGE a eu à cœur de mettre en place plusieurs projets Erasmus+ innovants dans le domaine de la jeunesse mais aussi un projet LEADER de développement rural. Il coordonne aujourd'hui le projet « Rural Citizen Lab 4 Eu » afin de relayer la voix des citoyens ruraux auprès des décideurs politiques et ce à la veille des élections européennes. L'histoire européenne du CEPAGE continue donc de s'écrire.

### DRPDNM (Slovénie)

DRPDNM (Association for Developing Voluntary Work Novo Mesto) est une organisation créée en 1992 à Novo Mesto, en Slovénie. Elle a pour objectif de former des individus actifs dans une société inclusive et ouverte et se concentre notamment sur la protection sociale, la culture et la jeunesse. Elle porte un grand nombre de projets européens chaque année, et engrange annuellement un total de 14 500 heures de bénévolat. DRPDNM gère entre autres plusieurs centres d'accueil, pour les enfants et pour les populations Roms. Elle y organise de nombreuses activités éducatives et ludiques, permettant aux jeunes d'évoluer dans un cadre sécurisant dans lequel ils peuvent développer leur potentiel. Le projet Rural Citizen Lab 4 EU est une nouvelle pierre à l'édifice de leur travail de terrain dans la zone rurale dans laquelle l'organisation évolue.





## CICIA (Roumanie)

Centrul de Incubare Creativ Inovativ de Afaceri (CICIA) est un incubateur d'entreprises depuis 2003. La mission de CICIA est de stimuler le développement durable des communautés rurales locales, des entreprises, des institutions et des organisations et de promouvoir l'esprit d'entreprise parmi toutes les personnes du segment d'âge actif, en respectant les politiques promues par l'Union européenne dans le secteur de l'égalité des chances. L'organisation mène de plus des actions spéciales pour les femmes et les jeunes entrepreneurs. Elle fait partie d'un grand nombre de réseaux locaux, nationaux et européens : Comité local pour le développement du partenariat social (CLDPS) du comté de Neamt - Région Nord-Est, Groupe d'action locale Drumurile Bistriței (activités d'information pour les communautés), Association roumaine de lobbying des femmes (membre du lobby européen des femmes), Réseau européen de l'Innovation pour l'Inclusion... L'organisation est aussi certifiée par l'Autorité nationale de la recherche scientifique de Roumanie pour pouvoir mener des activités de recherche. Enfin, CICIA a des représentants au sein du Forum de la montagne en Roumanie, de la Commission de la montagne de l'Académie des sciences agricoles et forestières, ainsi que des associés de recherche au Centre pour l'économie de la montagne de l'Institut national de recherche économique de l'Académie roumaine, en faisant ainsi un acteur incontournable de son territoire.

## ADEGUA (Espagne)

ADEGUA est un groupe de développement rural andalou prenant la forme d'une organisation à but non lucratif ayant le statut d'entité d'intérêt public. Elle rassemble tous les acteurs institutionnels, économiques et sociaux de la région de Guadajoz et Campiña Este, dans la province méridionale de Cordoue, en Espagne, depuis 1996. Grâce aux projets qu'elle met en œuvre, en gérant les fonds européens pour le développement d'une manière participative et ascendante selon l'approche LEADER de l'UE, ADEGUA est devenue un agent d'innovation et de changement, clé pour le bien-être de la population. Deux ans seulement après sa création, ADEGUA a renforcé son engagement européen en accueillant le premier centre d'information rurale en Andalousie du réseau européen Carrefour, créé et coordonné par la Commission européenne. Ainsi, au cours des 25 dernières années, ce centre européen, qui appartient désormais au réseau Europe





Direct, s'est efforcé de rapprocher l'Union européenne des habitants des zones rurales de Cordoue. Le bureau rural d'Europe Direct Andalousie l'a fait par le biais d'activités de communication, d'information et d'éducation et de projets européens, en encourageant toujours la participation et la prise de conscience européenne, le RCL4EU en étant un exemple réussi.

## Maison de l'Europe de Montpellier (France)

La Maison de l'Europe de Montpellier est une association loi 1901 créée en 1983 avec l'objectif de promouvoir le projet européen. Cette mission se décline en de nombreuses activités, comme des animations ludopédagogiques dans les établissements scolaires et universitaires, l'organisation de conférences et d'événements festifs, la formation d'acteurs locaux sur les dynamiques européennes, ainsi que l'information et l'orientation de toute personne ayant des questionnements sur l'Union européenne. Dans la perspective de soutenir et diversifier ses actions afin de répondre à la mission principale de l'association, elle dispose depuis 2005 du label EUROPE DIRECT, assigné par la Commission européenne. Elle agit ainsi comme un relais d'information de la Commission européenne auprès du grand public et est le premier point d'accès local du grand public aux institutions européennes et plus largement à tout ce qui touche à la sphère européenne, sur les territoires de l'Hérault et de l'Aveyron. En s'impliquant dans des projets européens tel que le projet Rural Citizen Lab 4 EU, la Maison de l'Europe de Montpellier continue sa mission et cherche à sensibiliser toujours plus de citoyens à l'importance de l'Union européenne.

## Le projet

Dans ce contexte, ces cinq organisations se sont associées, menées par le Foyer rural CEPAGE, afin de créer un projet créant un espace de discussions citoyennes dans les zones rurales.

Pour cela, des tables rondes ont été organisées dans chaque pays impliqué. Le Foyer rural CEPAGE, ADEGUA, CICIA et DRPDNM ont en effet chacun organisé deux tables rondes sur leur territoire. Ces deux événements visaient des publics différents. La première avait lieu dans un milieu scolaire, et a permis de recueillir





les opinions des jeunes ruraux sur la désinformation et la démocratie, à l'échelle européenne mais aussi locale. La deuxième était ouverte au grand public et permettait à tous les citoyens de pouvoir s'exprimer et participer à la création d'un recensement des constats et idées des habitants de zones rurales de l'Union européenne.

Afin de créer un réel espace d'échanges et de rencontres, chaque organisation était présente pour ces tables rondes, représentée par au moins 3 personnes, habitants de leur territoire.

L'ensemble des données recueillies lors de ces différentes tables rondes ont été rassemblées dans ce livre blanc. Il sera présenté lors de l'événement final du projet, à Montpellier, et a pour vocation de lancer une conversation sur les besoins des citoyens ruraux quant à leurs gouvernements, locaux, nationaux et européens.

De plus, ce projet a aussi permis la mise en place de nouvelles dynamiques de coopération entre zones rurales. Plusieurs élus des territoires impliqués ont pu se rencontrer et entamer des discussions pour pérenniser des relations d'échange et d'entraide.

## Méthodologie

Tout au long du projet Rural Citizen Lab 4 EU, une approche ascendante a été mise en place. Afin de s'assurer que les citoyens s'exprimeraient librement, nous avons jugé préférable de ne pas restreindre leurs paroles en leur demandant de répondre à des questions précises. Grâce au format de World Café, une technique d'animation permettant de créer des débats en petits groupes sur un format dynamique, les participants aux tables rondes ont pu exprimer leurs visions et leurs idées sans être contraint par un format restrictif. Le fait d'organiser une table ronde spécifique pour des élèves du secondaire a permis à ces derniers de se sentir bien plus à l'aise de s'exprimer, entourés de pairs plutôt qu'avec des personnes plus âgées. Nous avons aussi mobilisé des outils numériques interactifs, afin de réunir de manière originale les avis de nombreux participants.





Afin de s'assurer de créer des espaces de discussion les plus inclusifs possible, nous avons été attentifs à répartir la parole de manière égale entre les générations, les genres et les nationalités des participants. Au total, 616 personnes ont participé à ces tables rondes. 57% des participants étaient des femmes. Les niveaux de diplôme étaient extrêmement variés et l'âge des participants aussi. A Puget-Théniers par exemple, le plus jeune avait 12 ans et le plus âgé 77 ans. De plus, des traducteurs étaient présents à l'ensemble des tables rondes afin de garantir que chacun pourrait s'exprimer dans sa langue sans devoir réduire la complexité de son propos.

Enfin, nous avons recueilli l'ensemble des opinions des citoyens, sans censure et en toute transparence. Cela signifie qu'en raison de ce choix méthodologique, certains constats peuvent paraître contradictoires. Ils sont la représentation des divergences entre Européens, et notamment le plus souvent entre générations. Certains constats peuvent aussi être faux : il ne s'agit pas ici de ne donner que les informations véritables, mais de dresser un tableau de la représentation de la population rurale européenne sur le sujet de la désinformation et de la démocratie.

## Chronologie

La première séquence de tables rondes a eu lieu à Baena, en Espagne, le 7 mars 2023. Pendant toute une matinée, un débat sous la forme d'un "World Café" impliquant plus de 100 étudiants (dont 16 étudiants collaborant en tant qu'animateurs et porte-parole) a eu lieu dans le lycée public de Baena. Ainsi, des élèves du lycée IES Luis Carrillo de Sotomayor et 4 délégations de 3 pays ont été invitées à échanger et débattre sur leurs points de vues, et les idées qu'ils pourraient avoir pour améliorer la situation. En fin d'après-midi, plusieurs élèves ont participé à la table-ronde ouverte au grand public afin de présenter leurs conclusions. Les participants à cette session comprenaient aussi des représentants du conseil municipal, des acteurs de la société civile (le directeur du centre de participation active pour les personnes âgées, des enseignants venant d'autres centres éducatifs de la province, le président de la Croix-Rouge de Baena) et d'autres personnes locales, ainsi que les délégations européennes. L'objectif de





cette deuxième partie était de discuter de quelques propositions et actions concrètes, ainsi que de réagir à certaines images en utilisant la méthodologie du photolangage. Grâce à des outils numériques permettant de créer des sondages et des nuages de mots en direct, les participants ont pu donner leur avis de manière innovante et dynamique.

La deuxième séquence de tables rondes a eu lieu à Puget-Théniers, en France, les 28 et 30 mars 2023 et le 22 avril 2023. Les 28 et 30 mars, un grand nombre de tables rondes ont été organisées auprès de 9 classes de la 6ème à la 3ème du collège Auguste Blanqui de Puget-Théniers. Au total, 225 élèves ont participé. La conversation a été initiée grâce à une technique de débat mouvant : les jeunes devaient se positionner dans leur salle de classe en fonction de la fiabilité qu'ils donnaient à des informations énoncées par les animateurs. Cela a permis de les mettre en confiance pour les tables rondes. La table ronde ouverte au grand public a eu lieu le 22 avril. 48 citoyens étaient présents, et 8 nationalités étaient représentées. Ce mélange d'expériences et d'opinions a créé un débat très intéressant, facilité par le format de world café permettant de créer de plus petits groupes dans lesquels il était plus facile de participer pour tous.

La troisième séquence a eu lieu à Roznov, en Roumanie, le 29 septembre 2023. Pendant la matinée, l'ensemble des délégations du projet étaient au lycée public de la ville, pour rencontrer et échanger avec 60 élèves sous la forme d'un world café. En sous-groupes permettant de préciser différents questionnements au sujet de la désinformation et de la démocratie, les jeunes ont pu exposer leurs visions des choses et poser de nombreuses questions aux membres des délégations étrangères. L'après-midi, la table ronde ouverte au grand public a accueilli 23 participants. Elle était encadrée par une journaliste locale, spécialiste du sujet de la désinformation, qui a pu partager de nombreuses connaissances et retours d'expérience aux participants.

La quatrième et dernière séquence de tables rondes a eu lieu à Novo Mesto, en Slovénie, les 15 et 16 novembre 2023. Le premier jour, l'ensemble des délégations étrangères ont rencontré environ 45 élèves du Centre de Biotechnologie et Tourisme de Novo Mesto. Grâce au format de world café, les jeunes ont pu rencontrer et échanger avec de nombreuses personnes. Le





deuxième jour, la table ronde ouverte au grand public a réuni une centaine de citoyens slovènes venus s'exprimer sur leur vision de la désinformation et de la démocratie européenne. L'événement a été mené par la journaliste Nina Štampohar, qui a joué le rôle de modératrice de l'événement. A ses côtés, plusieurs experts et invités sont intervenus pour apporter leur ressenti et leur expérience sur le sujet de la désinformation et de son impact sur la démocratie : Žana Erznožnik, rédactrice en chef adjointe du portail en ligne Razkrinkavanje.si, qui identifie et catégorise les fausses informations, Marja Kodre, représentante de l'Inštitut 8. marec, régulièrement visé par des techniques de désinformation, Maria Moyano, lycéenne espagnole de 17 ans ayant apporté la vision des jeunes sur le sujet, et Mirjana Martinović, journaliste de longue date pour les médias locaux et point de contact pour de nombreuses ONG.

Le 13 mars 2024, l'événement de clôture du projet se tiendra à Montpellier, au lycée Jules Guesde, en présence d'élus locaux des différents territoires impliqués dans le projet et européens. Le présent livre blanc leur sera présenté et distribué lors d'un événement de célébration de l'Europe.

## Résultats des tables rondes

### Constats

Cette retranscription regroupe l'ensemble des opinions et visions des citoyens européens interrogés lors de l'ensemble des tables rondes.

### Démocratie

Bien que de nombreux constats soient critiques envers la démocratie actuelle, les participants aux tables rondes se sont tous accordés sur le fait que la démocratie était extrêmement importante pour la paix et la liberté. Beaucoup ont relevé de nombreux dangers la menaçant et ont exprimé des inquiétudes car ils ne veulent pas la voir s'effriter petit à petit, et souhaitent la protéger. Même si l'Union européenne a pu être critiquée, elle a été mise en avant dans son rôle de maintien de la paix entre les pays européens. Les dialogues intergénérationnels





ont permis de renforcer cette conviction, les plus âgés transmettant aux plus jeunes leur vécu dans des pays en dictature.

Le populisme et l'extrémisme sont les menaces principales envers la démocratie. Les élèves ont constaté qu'à leur échelle, le harcèlement peut être un premier pas vers un extrémisme. Ils en sont particulièrement sujets à cause de l'anonymat procuré par les réseaux sociaux.

En Slovénie, les citoyens (élèves comme adultes) ont relevé une perception tangible de corruption. Certains estiment que les élections peuvent être truquées, ou manipulées, par les personnes qui supervisent leur organisation ainsi que le décompte des voix, et qui ont des liens importants avec le gouvernement en place. Dans ce cadre là, l'intérêt du vote électronique paraît indéniable. Sa mise en place, par exemple en Estonie, montre qu'il est possible que ce système soit un succès. Toutefois, il pose de nombreux défis, tels que le contrôle du piratage des votes ou encore la fracture avec certaines populations n'ayant pas accès ou ne maîtrisant pas les outils informatiques.

Les jeunes sont une population indispensable pour le développement et la préservation de la démocratie. Toutefois, à l'heure actuelle, de nombreux jeunes que nous avons rencontrés ne se sentent pas écoutés par leurs gouvernements locaux, nationaux et européens. Ne se sentant pas considérés, ils ne voient donc pas forcément l'intérêt de s'investir dans la société civile. De plus, de nombreux élèves ont expliqué ne pas se sentir assez éduqués et confiants au sujet de la politique. Beaucoup blâment l'éducation (à l'école, mais aussi chez eux, dans leur famille), mais certains ont aussi avoué avoir beaucoup de difficulté à faire le lien entre les décisions politiques et leur vie quotidienne. Ils ne voient pas au jour le jour ce que fait leur gouvernement pour eux (y compris à l'échelle européenne). De plus, ils ont peu d'opportunités d'aborder ces sujets, car ils préfèrent éviter d'entamer des conversations avec leur famille ou leurs amis qui pourraient s'envenimer.

Dans la même optique, de nombreuses personnes, et notamment les plus jeunes, ne se rendent pas compte de l'importance de vivre dans une démocratie. En effet, grâce à l'Union européenne, beaucoup n'ont jamais connu la guerre ou la





dictature. Il est donc parfois difficile d'aborder le sujet du danger auquel fait face la démocratie, car il ne paraît pas concret, peu probable. Toutefois, les échanges ayant eu lieu au cours du projet entre ces générations et celles ayant vécu la dictature de Franco en Espagne ou la vie en URSS en Roumanie et Slovénie leur ont permis d'ouvrir les yeux sur cette réalité, et montrent l'importance d'encourager ce genre de rencontres.

Beaucoup de citoyens ont aussi le sentiment de ne pas être écoutés ni pris au sérieux, que ce soit par les médias ou les gouvernements. À plusieurs reprises, il a été mentionné que les manifestations pour protester contre des décisions gouvernementales étaient souvent dénigrées par les médias et les représentants politiques, notamment en France, Slovénie et Espagne.

Certains citoyens, souvent plus âgés cette fois-ci, regrettent la baisse de qualité de l'éducation à l'école, qui selon eux n'arrive plus à former des jeunes générations avec un sens critique et un engagement citoyen. En France notamment, plusieurs personnes ont mis en avant l'idée que l'école républicaine se morcelait et avait perdu sa signification première, c'est-à-dire un espace de formation des futurs citoyens.

Beaucoup ont aussi mis en avant les limites de la démocratie représentative. Le consensus parmi les participants est qu'une fois élus, les décideurs politiques n'écoutent plus leurs citoyens et décident à leur place, sans tenir compte de leurs promesses électorales. De plus, de nombreux citoyens ont mis en avant le fait que, de plus en plus souvent, ils votent par défaut : non pas pour le candidat qui leur correspond, mais pour le "moins pire". Dans la même optique, certains ressentent beaucoup d'injustice qu'une personne élue avec une faible majorité puisse imposer ses idées sur un grand nombre de citoyens ne le soutenant pas.

Le profil des élus a aussi été évoqué. Beaucoup regrettent que les décideurs politiques soient très souvent des énarques, éloignés des réalités des citoyens. Leurs liens avec les lobbys industriels et financiers ont aussi été pointés du doigt, et accentuent le sentiment de défiance envers les gouvernements en place.





## Désinformation

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau, et il existe de nombreux exemples tout au long de l'histoire où elle a été utilisée comme une arme de propagande par les gouvernements. Même l'Histoire, telle qu'elle est enseignée à l'école, peut contenir une part de désinformation : elle est écrite par les vainqueurs et efface souvent des événements embarrassants ou compromettants. Les élèves espagnols ont notamment mis en exergue le concept de "légende noire", une narration manichéenne de l'histoire de l'Espagne qui a véhiculé de nombreux préjugés envers ses habitants.

Même si la désinformation a toujours existé, le développement des nouvelles technologies a accentué ce phénomène. Il est de plus en plus facile de créer et diffuser de fausses informations, notamment grâce aux réseaux sociaux et à l'intelligence artificielle. Celles-ci peuvent avoir un réel effet sur les électeurs, comme l'a prouvé, par exemple, l'issue du vote sur le Brexit. Des logiciels comme Photoshop permettent de modifier des photos pour manipuler la vérité, sans qu'il soit possible de savoir que la photo a été retouchée. Toutefois, de nombreux citoyens, notamment les plus jeunes, ont mis en avant l'importance des réseaux sociaux comme un espace de libre expression et d'opposition, notamment aux gouvernements en place, indispensable à une démocratie en bonne santé.

Une jeune femme russe, présente à la table-ronde de Puget-Théniers, a notamment apporté son témoignage quant à l'importance d'internet et des réseaux pour la jeunesse de Russie. Les médias traditionnels étant totalement sous le contrôle de Vladimir Poutine, les réseaux sociaux représentent souvent la seule source d'informations d'opposition au pouvoir en place. Depuis le début de la guerre, ils sont extrêmement contrôlés et il y est impossible de s'exprimer librement. De nombreux sites ne sont plus accessibles, sauf par l'utilisation d'un VPN. Ainsi, son témoignage a permis de donner un contrepoids à l'opinion majoritaire statuant que les réseaux sociaux étaient un vecteur important de désinformation et étaient donc foncièrement nocifs.

Il a aussi été relevé que, les parents achetant à leurs enfants des tablettes et des téléphones portables, ceux-ci avaient accès à internet de plus en plus tôt. De





ce fait, ils sont exposés dès le plus jeune âge à de nombreuses sources d'information, lesquelles ne sont pas toujours contrôlées ni vérifiées.

Toutefois, les jeunes sont loin d'être les seuls à diffuser de fausses informations. Plusieurs élèves et jeunes participants ont par ailleurs relevé que selon eux, les générations les plus âgées étaient plus susceptibles de croire ce qu'ils voyaient sur les réseaux sociaux ou sur des applications comme WhatsApp. En effet, les plus jeunes ayant grandi avec ces technologies, ils savent se méfier de ce qu'ils voient sur internet, par expérience. Les plus âgés eux ne savent pas forcément comment ces systèmes fonctionnent, et vont être plus naïfs quant aux informations qui vont leur être partagées, notamment par des proches. De plus, ces générations là ne peuvent pas bénéficier d'un programme d'éducation enrichi à l'école, ce qui rend le problème de sensibilisation plus complexe.

L'augmentation du nombre d'informations auxquelles nous avons accès crée aussi une sensation de lassitude, d'écrasement voire même d'anxiété chez de nombreux citoyens. Récemment, des événements comme la pandémie de COVID-19 ou la guerre en Ukraine ont accentué ces sentiments, notamment chez les plus jeunes. Il est difficile à l'heure actuelle de trier les informations importantes des informations futiles. Chaque événement majeur (guerre, catastrophe naturelle...) est très vite remplacé dans les médias et sur les réseaux sociaux par un autre.

Les jeunes journalistes font aussi face à de nombreux défis. Ils subissent notamment beaucoup de pression à produire des articles qui réaliseront beaucoup de vues sur les réseaux, et doivent faire face à une baisse de confiance de l'opinion publique envers les médias traditionnels. Dans ce contexte, ils sont en recherche de tutorat et de formation.

La question du contrôle des médias a aussi été plusieurs fois évoquée. Les opinions étaient très variées, mais le consensus était qu'une forme de contrôle devait s'imposer pour s'assurer que les médias ne pouvaient pas publier de fausses informations sans sanction. Toutefois, de nombreux citoyens se sont opposés à un contrôle seulement gouvernemental, par peur d'ingérence.





Vivre en zone rurale rend encore plus compliqué la compréhension des informations touchant à l'Union européenne, car l'institution paraît très éloignée. Ses habitants ne comprennent pas forcément son fonctionnement, ni son utilité. De plus, de nombreux agriculteurs ont des difficultés avec l'administration de l'Union européenne, très complexe, notamment en ce qui concerne les demandes de subventions au nom de la PAC. Ainsi, l'UE n'a pas toujours bonne réputation dans les milieux agricoles.

La désinformation économique est aussi un sujet qui a été abordé. Pour beaucoup, les concepts utilisés, comme l'inflation, les taux d'intérêts etc., sont des concepts complexes, qu'ils ne comprennent pas forcément. Les citoyens ont donc souvent l'impression que les banques, les gouvernements et les grandes entreprises en général profitent de ce manque de connaissances pour manipuler les populations. Cela est d'autant plus perceptible avec les données recueillies sur Internet qui permettent de cibler les publicités et les informations envoyées en fonction du profil de la personne.

## Idées

Face à ces constats, l'ensemble des citoyens consultés ont proposé de nombreuses idées afin de régler les problèmes soulevés. Dans tous les cas, les citoyens ont mis en avant l'importance d'adopter une approche globale, et non sectorielle : il faut inclure à la fois le rôle de la famille, de l'école, des réseaux sociaux et du gouvernement si l'on veut améliorer la situation. En voici la liste exhaustive.

## Démocratie

- Créer un contrôle des élections en ligne par un réseau informatique décentralisé et impartial, résistant aux intrusions et aux manipulations, tout en permettant un contrôle en temps réel par les électeurs.
- Engager des conversations entre décideurs politiques et citoyens sur des avancées technologiques comme les blockchains, qui peuvent influencer les résultats d'un vote.





- Inclure la politique dans d'autres sphères de vie, comme l'éducation ou la famille, pour augmenter le nombre d'opportunités, notamment pour les jeunes, de s'exprimer. Ces opportunités doivent prendre des formes plus dynamiques, comme des World Cafés, et être inclusives pour tous les jeunes.
- Créer des conversations entre décideurs politiques et jeunes, grâce à des moyens de communication adaptés à cette démographie, notamment les réseaux sociaux. Ces moyens de conversation doivent être vecteurs de nouvelles idées qui soient ensuite valorisées pour que les jeunes se sentent écoutés.
- Encourager les États à imposer au programme scolaire dès le plus jeune âge le sujet de l'Union européenne, non seulement sur sa construction d'un point de vue historique, mais sur son fonctionnement et les opportunités qu'elle apporte à tous.
- Augmenter les financements pour des projets comme Rural Citizen Lab 4 EU ou des projets Erasmus+, qui ont permis à de nombreux citoyens d'avoir une idée et une expérience concrètes de ce qu'est l'Union européenne grâce à la rencontre et l'échange avec des citoyens d'autres pays.
- Encourager une éducation de qualité en réduisant les effectifs dans les classes et en formant les professeurs à de nouvelles pédagogies.
- Réduire l'âge légal nécessaire pour voter à 16 ans, voire 14 ans, dans tous les pays membres.
- Renforcer les législations européennes sur les algorithmes et l'intelligence artificielle qui sont une menace pour la démocratie.
- Promouvoir un modèle de démocratie participative à tous les niveaux (local, national, européen), en encourageant des initiatives de consultation





et d'expression des citoyens. Des représentants du peuple pourraient être présents dans chaque instance de prise de décision.

- Créer un système de contrôle des citoyens sur les décideurs politiques, qui permettrait de sanctionner les élus ne tenant pas leurs promesses.
- Limiter les mandats pour renouveler les profils des décideurs politiques.
- Renforcer la transparence sur les relations et interactions entre les décideurs politiques et les lobbys.
- Donner aux citoyens un accès facilité aux informations gouvernementales, notamment l'utilisation du budget. Il faut que les documents soient faciles d'accès, mais aussi compréhensible pour tous.
- Créer un projet fédérateur permettant à tous les citoyens de se sentir concernés, comme la protection de l'environnement.
- Rendre le vote obligatoire en sanctionnant les citoyens ne se rendant pas aux urnes.

## Désinformation

- Promouvoir des sites internet faisant de la vérification d'information afin qu'ils soient plus connus par l'ensemble des citoyens et deviennent une référence dans le domaine.
- Mettre en place un système de filtre sur internet, qui respecte la liberté d'expression et le pluralisme, permettant un meilleur tri des informations pour limiter la sensation de lassitude et d'écrasement des citoyens face à la multitude d'informations qu'ils reçoivent en temps réel.
- Mieux former les journalistes, et notamment les plus jeunes, pour faire face à la pression en hausse de créer des contenus générant de nombreuses





vues sur internet et ainsi assurer la production d'informations de qualité et vérifiées.

- Encourager la coopération entre les décideurs politiques à différentes échelles, les médias, les vérificateurs de faits et les institutions d'éducation.
- Développer un média certifié géré par un réseau d'ONG, et non par des sources gouvernementales en lesquelles les citoyens n'ont pas toujours confiance, pour contrer la désinformation.
- Créer une législation pour que les parents ne puissent pas acheter à leurs enfants des tablettes ou téléphones portables avant l'adolescence au moins.
- Encourager les États à imposer l'éducation à l'esprit critique à l'école, dès le plus jeune âge, pour que les jeunes aient les outils nécessaires pour filtrer ce qu'ils voient sur internet.
- Créer une plateforme officielle permettant de vérifier toutes les informations trouvées sur internet, à laquelle tous les médias nationaux seraient obligés de participer.
- Mettre en place des sessions de formation dans les différentes langues officielles des pays auprès des agriculteurs, pour qu'ils aient moins de difficultés avec l'administration européenne, notamment pour demander des aides.
- Supprimer internet et les réseaux sociaux pour empêcher la propagation de fausses informations.
- Créer une institution européenne spécialisée dans l'éducation et la sensibilisation à la désinformation.
- Sanctionner sévèrement les auteurs de fausses informations grâce à une législation européenne stricte et unifiée.





- Mettre en place des comités intergénérationnels pour réduire le fossé entre générations, et permettre un échange de savoir et d'expérience.

## Diffusion

Ce livre blanc a pour vocation d'être diffusé le plus largement possible. Il doit être distribué à l'ensemble des élus locaux des territoires impliqués dans le projet, en France, Espagne, Slovénie et Roumanie, ainsi qu'aux élus européens. Il sera aussi distribué au plus grand nombre de nouveaux députés européens élus en juin 2024.

Plus qu'un état des lieux des citoyens ruraux à travers l'Union européenne, ce document doit devenir un vrai support pour les législateurs et les représentants politiques, de zones rurales ou à l'échelle européenne. Le fort taux de mobilisation autour de ce projet a prouvé que les habitants de ces territoires sont en demande et souhaitent qu'on leur donne la parole. En diffusant ce livre blanc, nous donnons ainsi le relai aux décideurs politiques, qui pourront avoir en main toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions en accord avec les besoins et les revendications de leurs administrés.





# Ressources et annexes

## Bibliographie

### Rapports

“Disinformation on the coronavirus – short assessment of the information environment”, Rapport de l’EEAS, 2020

“Rural Urban Divide Europe”, Norface Network, 2022

“Rapport sur une vision à long terme pour les zones rurales de l’Union européenne – Vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l’horizon 2040”, Parlement européen, 2022

“La désinformation concernant l’UE: un phénomène sous surveillance mais pas sous contrôle”, Cour des comptes européenne, *Rapport spécial 09/2021*

“The urban-rural divide in anti-EU vote: Social, demographic and economic factors affecting the vote for parties opposed to European integration”, Commission européenne, 2020

“Lutter contre la désinformation concernant la COVID-19”, Commission européenne

### Article

“Types, sources, and claims of the COVID-19 misinformation”, Reuters Institute, 2020

## Liens utiles

Page Facebook du projet :

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100089736312863>

Site du programme CERV :

[https://www.eacea.ec.europa.eu/grants/2021-2027/citizens-equality-rights-and-values-cerv\\_fr](https://www.eacea.ec.europa.eu/grants/2021-2027/citizens-equality-rights-and-values-cerv_fr)





Site internet du foyer rural CEPAGE : <https://www.foyer-rural-cepage.com>

Site internet d'ADEGUA : <https://adegua.com>

Site internet de DRPDNM :

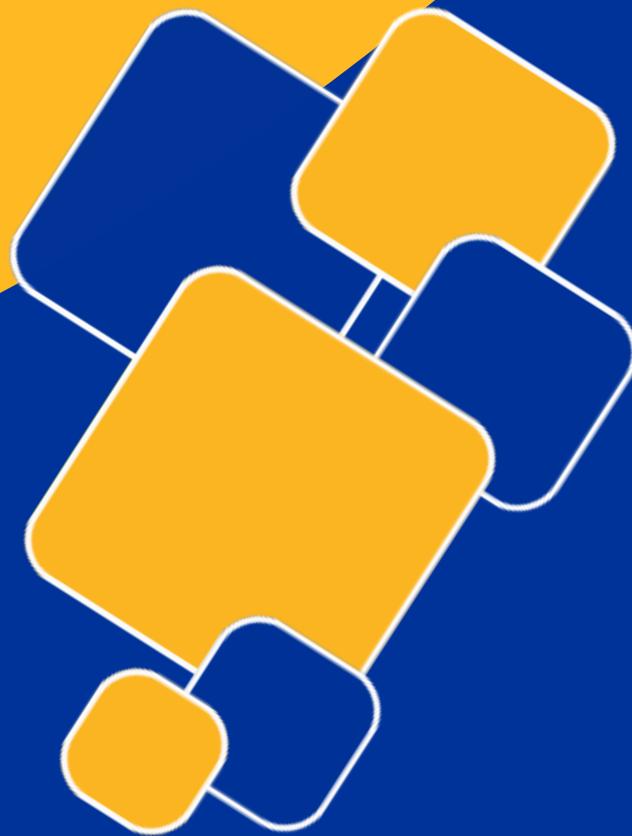
<http://www.criscoeurope.eu/crisco-partners/contributing-partners/drpdnm-novo-mesto/>

Site internet de la Maison de l'Europe de Montpellier : <https://www.europelr.eu>

Site internet de CICIA : <https://www.cicia.nt.ro>







Funded by  
the European Union